

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q3/DOM/7  
11 juin 2002

(02-3221)

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: espagnol

## SUBVENTIONS

Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions  
et les mesures compensatoires

Réponses aux questions complémentaires des ÉTATS-UNIS<sup>1</sup>

La Mission permanente de la République dominicaine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 juin 2002.

La Mission permanente de la République dominicaine auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève a l'honneur de remettre les réponses aux questions complémentaires posées par les Membres au sujet de la notification de la République dominicaine, distribuée dans le document G/SCM/N/71/DOM du 6 mars 2002.

Questions des États-Unis

### Question n° 1

Il semble que l'article 17 f) de la Loi n° 8-90 exige explicitement que les produits exportés contiennent au moins 25 pour cent d'éléments ou de matières premières d'origine locale. Il s'agit apparemment d'une prescription qu'il faut respecter pour bénéficier des avantages au titre de ce programme. Veuillez donc préciser si cet aspect du programme constitue une subvention prohibée au titre de l'article 3.1 b) de l'Accord SMC.

Réponse

Loi n° 8-90 du 15 janvier 1990

*"Article 17: Les entreprises autorisées à exercer leurs activités dans les zones franches d'exportation pourront:"*

De la lecture du texte légal se dégagent deux aspects fondamentaux qui doivent être pris en considération pour comprendre les dispositions des alinéas (de "a" à "h") de l'article 17, à savoir:

---

<sup>1</sup> G/SCM/Q3/DOM/6.

1. **Premièrement:** Toutes les dispositions de cet article sont établies au profit de toutes les entreprises qui ont au préalable obtenu un permis ou une autorisation du Conseil national des zones franches pour exercer leurs activités sous le régime de zone franche.

C'est-à-dire que les dispositions de l'article 17 ne sont pas des conditions que doit remplir une entreprise de zone franche pour exercer ses activités, ce qui est clairement établi, tant par le sens des autres alinéas de l'article 17 que par la disposition spécifique dudit article, qui se réfère exclusivement aux "entreprises autorisées à exercer leurs activités dans les zones franches ...", ce qui implique qu'elles ont déjà un permis pour ce faire.

Au contraire, on peut affirmer qu'une entreprise qui n'a pas obtenu au préalable une autorisation pour exercer ses activités sous le régime de zone franche ne bénéficiera pas de ces prérogatives.

2. **Deuxièmement.** Tous les droits établis dans les alinéas de l'article 17 sont des options, non des conditions. Dans la législation de la République dominicaine, une condition constitue la réalisation d'un fait, en l'absence duquel un droit ne pourrait naître ou s'éteindre. Alors que dans le cadre d'un concept général, un droit procédural (une option) est une prérogative que le législateur a établie au profit des sujets de droit.

Dans le cas de la Loi n° 8-90, ceci est démontré par l'emploi du mot "pourront" (article 17), qui dénote spécifiquement qu'il s'agit de droits qui peuvent être exercés, comme indiqué précédemment, par des entreprises "... autorisées à exercer leurs activités dans les zones franches ..." et qui ont déjà obtenu le droit de bénéficier des avantages prévus par la Loi.

3. **Troisièmement.** En règle générale, nous pouvons affirmer que les incitations de la Loi n° 8-90 sont conçues à l'intention des entreprises qui se consacrent à l'exportation de biens ou services, comme le prévoit l'article 2 qui établit que "... l'installation des entreprises qui destinent leurs produits ou services au marché extérieur est autorisée, par l'octroi des incitations nécessaires à leur développement ..." (qui n'ont pas de contenu national).

La Loi définit également une entreprise de zone franche comme:

*"... des personnes physiques ou morales à qui un permis d'installation a été délivré afin de bénéficier des dispositions de la présente Loi et qui destinent leurs produits et/ou services à l'exportation."* (article 5 b))

Le fait que l'article 17 f) permet à ces entreprises (déjà autorisées et bénéficiaires des incitations prévues par la Loi) d'exporter sur le territoire douanier dominicain jusqu'à 20 pour cent de leur production, en ayant au préalable acquitté 100 pour cent des impôts (droits de douane, ITBIS, taxe sélective de consommation et commission de change), ne constitue pas une condition mais une option. Cette dernière option ou droit d'importer jusqu'à 20 pour cent comporte une exception à la règle qui permet à une entreprise d'exporter sur le territoire douanier dominicain plus de 20 pour cent de sa production.

Pour pouvoir exporter un pourcentage supérieur à celui de l'option qui a été accordée aux entreprises autorisées à exercer leurs activités dans les zones franches, la Loi n° 8-90 permet exceptionnellement aux entreprises d'exporter jusqu'à 100 pour cent de leur production sur le territoire douanier dominicain, après avoir acquitté 100 pour cent des impôts (droits de douane, ITBIS, taxe sélective de consommation et commission de change) dans les cas ci-après:

- a) le produit à exporter n'est pas fabriqué en dehors de la zone franche en République dominicaine, ou (autre formule ou option);

- b) le produit à exporter comporte des composants locaux, c'est-à-dire des matières premières nationales, pour au moins 25 pour cent du total.

Par conséquent, les produits des zones franches exportés sur le territoire douanier dominicain à hauteur de 20 pour cent ou plus, ont déjà bénéficié des incitations prévues par la Loi, dans la mesure où les entreprises qui les fabriquent ont déjà été autorisées à exercer leurs activités dans une zone franche, conformément aux dispositions de l'article 24 de la Loi n° 8-90:

*"Les entreprises gestionnaires de zones franches et les entreprises installées dans ces zones franches seront soumises au régime douanier et fiscal défini à l'article 2 de la présente Loi et bénéficieront par conséquent de 100 pour cent d'exonération sur les éléments suivants: ..."*

Cette disposition légale n'est pas subordonnée au respect d'autres conditions que celles indiquées par la Loi pour l'octroi du permis de fonctionnement et des avantages qui lui sont liés. C'est pourquoi il ne s'agit pas d'un programme dont les incitations sont conditionnées à l'utilisation de produits d'origine nationale de préférence aux produits importés: les incitations ont déjà été appliquées aux produits que les entreprises souhaitent exporter sur le territoire douanier dominicain.

## **Question n° 2**

**Conformément à l'article 29 de la Loi n° 8-90, des avantages spéciaux sont accordés aux entreprises sous la forme de "loyers subventionnés", de "contingents d'exportation en régime préférentiel" et de "taux d'intérêt préférentiels sur des prêts". De même, l'article 40 dispose que les opérateurs de zone franche peuvent obtenir "des prêts ou des garanties en monnaie locale ou en devises étrangères". Veuillez indiquer si ces aspects de la Loi n° 8-90 remplissent les conditions d'admissibilité établies dans le document G/SCM/39.**

L'article 29 de la Loi n° 8-90 contient quelques dispositions destinées à attirer l'investissement dans les régions les plus pauvres de la République dominicaine, et plus précisément la région frontalière avec Haïti. En ce sens:

1. La *Corporación de Fomento Industrial*, première entreprise de gestion de parcs industriels de zones franches d'État, peut louer des terrains industriels qui lui appartiennent à des prix inférieurs à ceux pratiqués dans les parcs qu'elle gère pour des terrains situés dans d'autres zones ou régions du pays. Mais ceci constitue une option et non une obligation, comme indiqué à l'article 29 a).
2. De même, le *Consejo de Zonas Francas* (Conseil national des zones franches) peut attribuer à ces entreprises une partie des contingents d'exportation en régime préférentiel attribués aux pays qui ont signé des accords bilatéraux avec la République dominicaine pour limiter les exportations dominicaines de certains produits sur leurs marchés.
3. Les entreprises qui s'installent dans la région frontalière pourront également bénéficier de prêts à des taux préférentiels accordés par la Banque centrale, non pour des entreprises de zones franches mais pour tout type d'entreprise remplissant les conditions requises pour de tels prêts.
4. Les gestionnaires de zones franches et les entreprises de zones franches peuvent demander des prêts ou des garanties en monnaie nationale ou en devises auprès du système financier privé du pays, sous réserve qu'elles respectent les réglementations établies. Ceci a été prévu dans la Loi n° 8-90, eu égard à la nature du système bancaire national.

La République dominicaine a demandé la prorogation de la Loi n° 8-90 pour les raisons expliquées dans sa demande officielle, estimant que celle-ci répond pleinement aux conditions d'éligibilité accordées à la IV<sup>e</sup> Conférence ministérielle de Doha, et notamment dans la mesure où il s'agit d'un programme qui prévoit des exonérations totales ou partielles de droits d'entrée et de taxes intérieures.

Toutes les dispositions qui ont été précédemment signalées sont des options qui sont soumises à l'examen de chacune des autorités citées et qui, de par leurs caractéristiques particulières, ne constituent pas des formes de subvention au sens de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Toutefois, il est important de souligner que la République dominicaine, en sa qualité de pays Membre de l'Organisation mondiale du commerce et de signataire de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, a l'obligation d'appliquer ledit accord.

Par conséquent, le programme de la Loi n° 8-90, avec ses conditions, droits et exceptions, est conforme aux critères d'éligibilité énoncés dans le document G/SCM/39, dans la mesure où l'obtention des exonérations fiscales (douanières et internes) est subordonnée à l'approbation du fonctionnement en tant qu'entreprise de zone franche, critères parmi lesquels ne figurent pas les avantages supplémentaires par rapport à ceux que pourraient choisir ces entreprises.

---